

Mécanique d'octroi et de rehaussement des crédits PSOC Mission globale

Présentation
Assemblée générale régulière
TROC Montérégie
1^e juin 2023

Qui décide du
montant du
financement à la
mission globale
octroyé aux
organismes
communautaires
au Québec et en
Montérégie?

- Est-ce l'équipe PSOC du CISSS MC?
- Est-ce le cabinet du bureau du ministre Lionel Carmant? Ou encore le cabinet du ministre Christian Dubé?
- Est-ce le MSSS?
- Est-ce le Conseil du Trésor?
- Est-ce la TROCM?

Et dans le cas de nouveaux crédits, qui décide de la répartition?

C'est ce que nous tenterons de voir ensemble durant la prochaine heure.

**Du budget de l'État
québécois...
vers le *Programme
de soutien aux
organismes
communautaires -
PSOC***

En vertu de la Loi sur le ministère des Finances, le ministre des Finances doit:

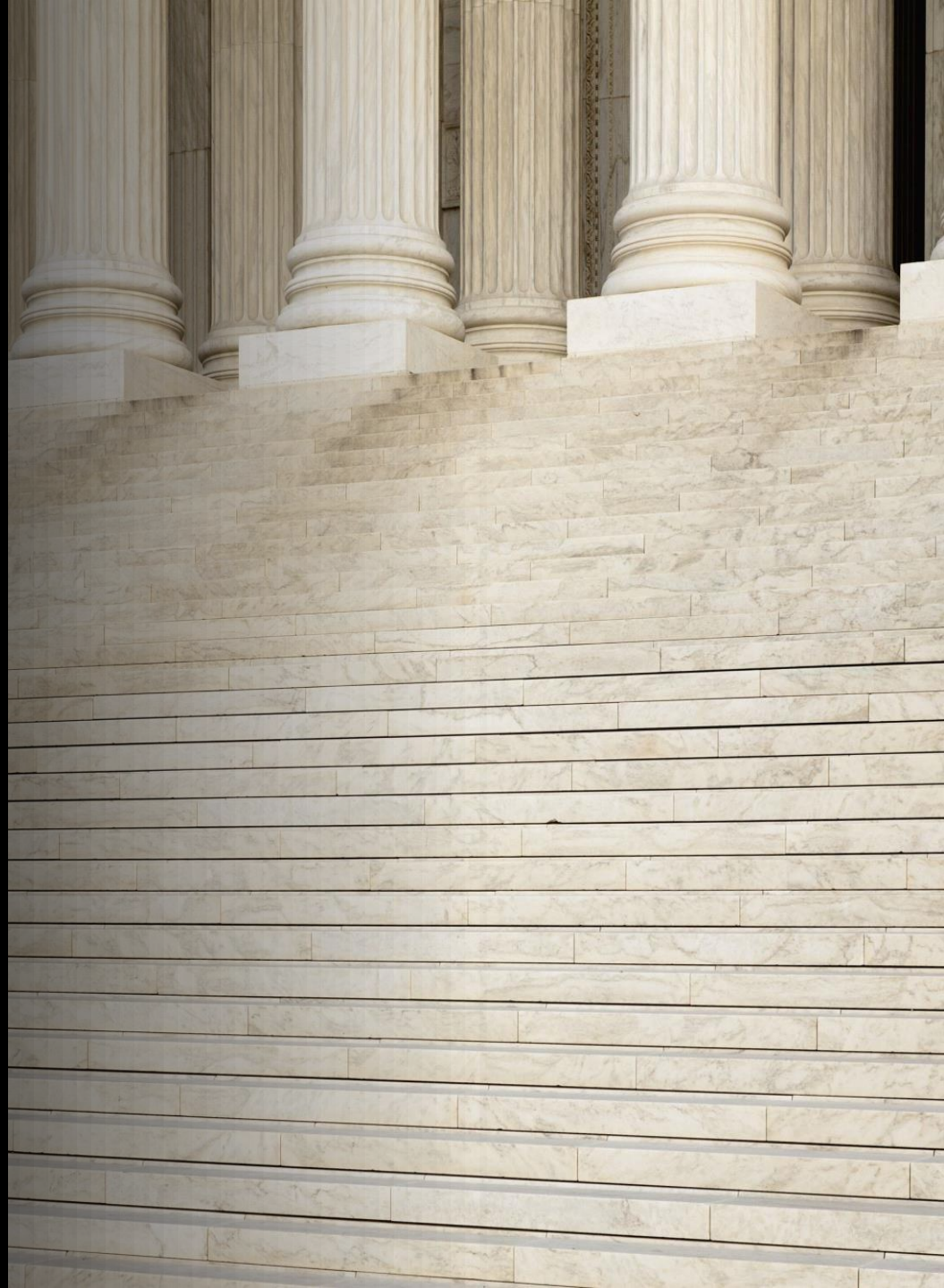
- préparer le discours sur le budget;
- le présenter à l'Assemblée nationale pour son approbation.


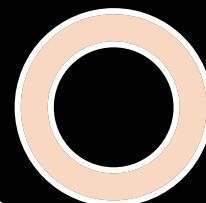


Ce qu'on retrouve dans le discours:

- La politique budgétaire du gouvernement: les orientations en matière économique, fiscale, budgétaire et financière.

Quelques notions historique sur le fondement du processus budgétaire

- La Loi constitutionnelle de 1867 a établi les assises du gouvernement en matière financière et budgétaire.
- Les principes généraux qui gouvernent le processus budgétaire québécois découlent de cette loi, inspirée de la tradition britannique.





Principes entourant le processus budgétaire

- L'autorisation parlementaire, c'est à dire le consentement des élus, est nécessaire pour tout prélèvement et toutes dépenses des deniers publics;
- L'obligation de rendre des comptes aux parlementaires tout au long d'un cycle budgétaire annuel.



Pour ces raisons, le processus budgétaire doit...

- Être rigoureux, prudent et flexible;
- S'échelonner sur plusieurs mois;
- S'appuyer sur la collaboration de nombreux intervenants.



Ce que l'on retrouve dans le processus budgétaire:

1ère chose: le processus budgétaire
nécessite l'élaboration du discours sur
le budget.



Le cycle budgétaire

- Chaque année le dépôt du budget est effectué suivant un cycle prédéterminé et structuré par lequel le budget est planifié, exécuté et suivi.
- Le budget est pour le gouvernement un instrument de gestion, de planification, de politique et de communication.
- Le budget établit comment les ressources (par exemple le PSOC) seront affectées au financement des services publics.

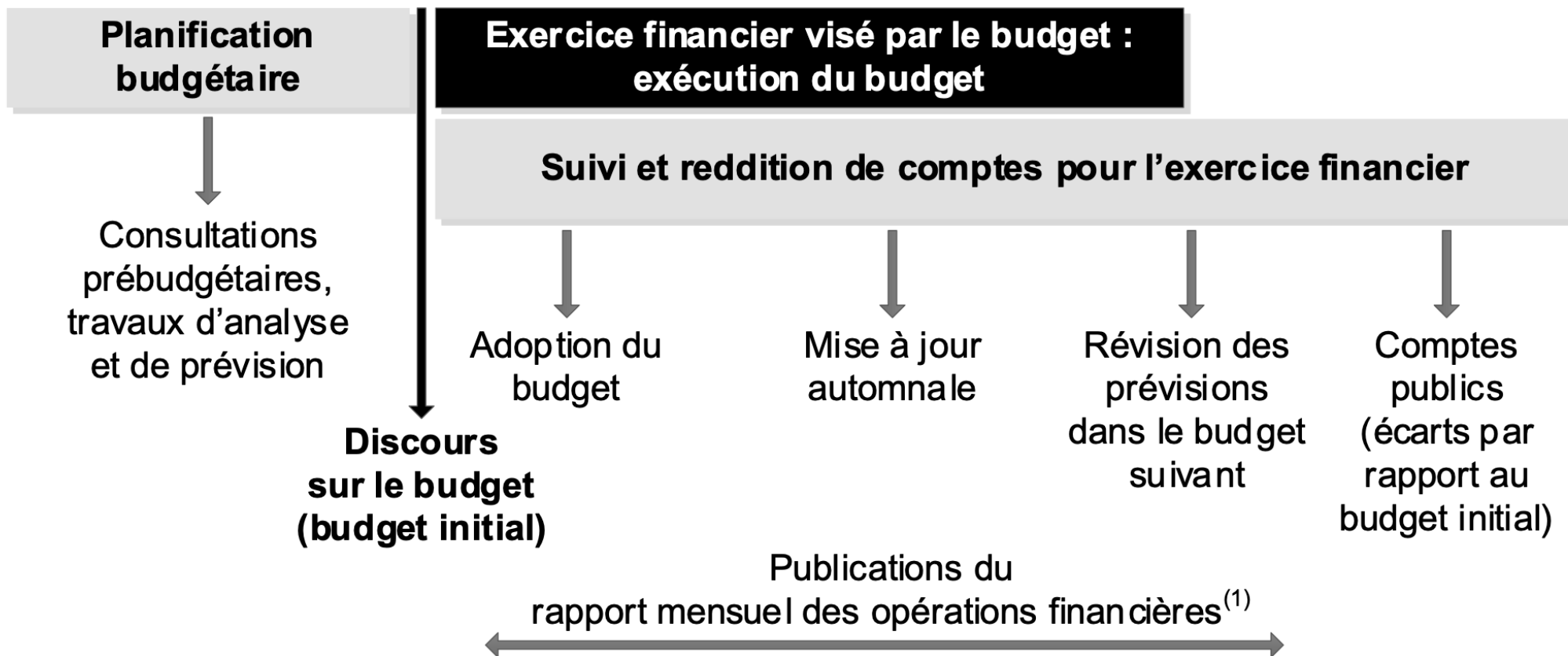
Les trois phases du cycle budgétaire

La
planification
budgétaire

L'exécution
du budget

Le suivi et la
reddition de
comptes.

Cycle budgétaire pour un exercice financier donné



La planification budgétaire: 1^{ère} phase

Travaux de consultation, d'analyse et de prévision.

- Phase amorcée dans l'année qui précède l'exercice financier.
- Les consultations pré budgétaires s'appuient notamment sur la participation citoyenne.

Travaux d'analyse doivent définir les actions à entreprendre.

Travaux de prévision.

- Établir des prévisions économiques et budgétaires qui permettent d'établir un cadre financier.

Cette phase se termine lorsque le budget est déposé, puis soumis à l'Assemblée nationale pour approbation.



Consultations pré budgétaires et participation citoyenne

- Les consultations pré budgétaires doivent être tenues annuellement.
- Qui est consulté? Les organismes, les groupes socio économiques et les citoyens.

Peuvent prendre différentes formes :

- Consultations privées avec le ministre des Finances ou un membre de son cabinet;
- Invitations de groupes et/ou organisations à soumettre un mémoire;
- Consultations en ligne.

L'exécution du budget: 2^e phase

Mise en œuvre des orientations et mesures annoncées par le gouvernement.

1^e Les revenus sont alors perçus et les ministères gèrent leurs ressources financières en conformité avec leurs programmes de dépenses.

2^e Dans les mois suivant l'adoption du budget, des lois, des règlements et diverses normes sont modifiés, au besoin, pour tenir compte des orientations annoncées lors du discours sur le budget.

C'est la phase où les crédits prévus au PSOC sont envoyés dans l'ensemble des CISSS du Québec.

Le suivi et la reddition de comptes: 3e phase

Comprend plusieurs travaux et publications afin de rendre compte de la situation budgétaire.

- Selon les résultats, les prévisions peuvent être ajustées lors de la mise à jour économique et financière automnale.
- La documentation produite tout au long de l'année permet notamment aux citoyens et aux parlementaires de se renseigner et de porter une évaluation sur les orientations budgétaires du gouvernement.
- La Loi sur l'administration publique indique que les dépenses engagées ne peuvent excéder le montant des crédits autorisés par l'Assemblée nationale.

C'est la phase où les élus posent des questions suite aux demandes des citoyens ou organismes.



Les revenus

Les revenus du gouvernement proviennent:

- de différents impôts et taxes;
- de revenus d'autres sources (droits et permis, etc.);
- des revenus provenant des entreprises du gouvernement et des transferts provenant du gouvernement fédéral.

En 2022-2023, les revenus du gouvernement, toutes sources confondues, totalisent 138,5 milliards de dollars:

- l'impôt des particuliers: 41,1 milliards de dollars;
- taxes à la consommation: 26,7 milliards de dollars;
- transferts fédéraux: 28,8 milliards de dollars.



Les dépenses

- Mise en place de différents programmes qui sont administrés directement par des entités gouvernementales.
- Les programmes sont sous la responsabilité d'un ministre.
- Le budget du Québec présente les dépenses par grand portefeuille.
- Les politiques publiques sont en lien direct avec les dépenses.
- Depuis 2021-2022, les dépenses pour l'ensemble des portefeuilles ministériels sont présentées dans le budget de dépenses déposé et soumis à l'Assemblée nationale pour son approbation par la présidente du Conseil du trésor.

Les dépenses en 2022-2023

Les dépenses des portefeuilles ministériels totalisent 127,8 milliards de dollars.

Les portefeuilles ayant les dépenses les plus importantes sont :

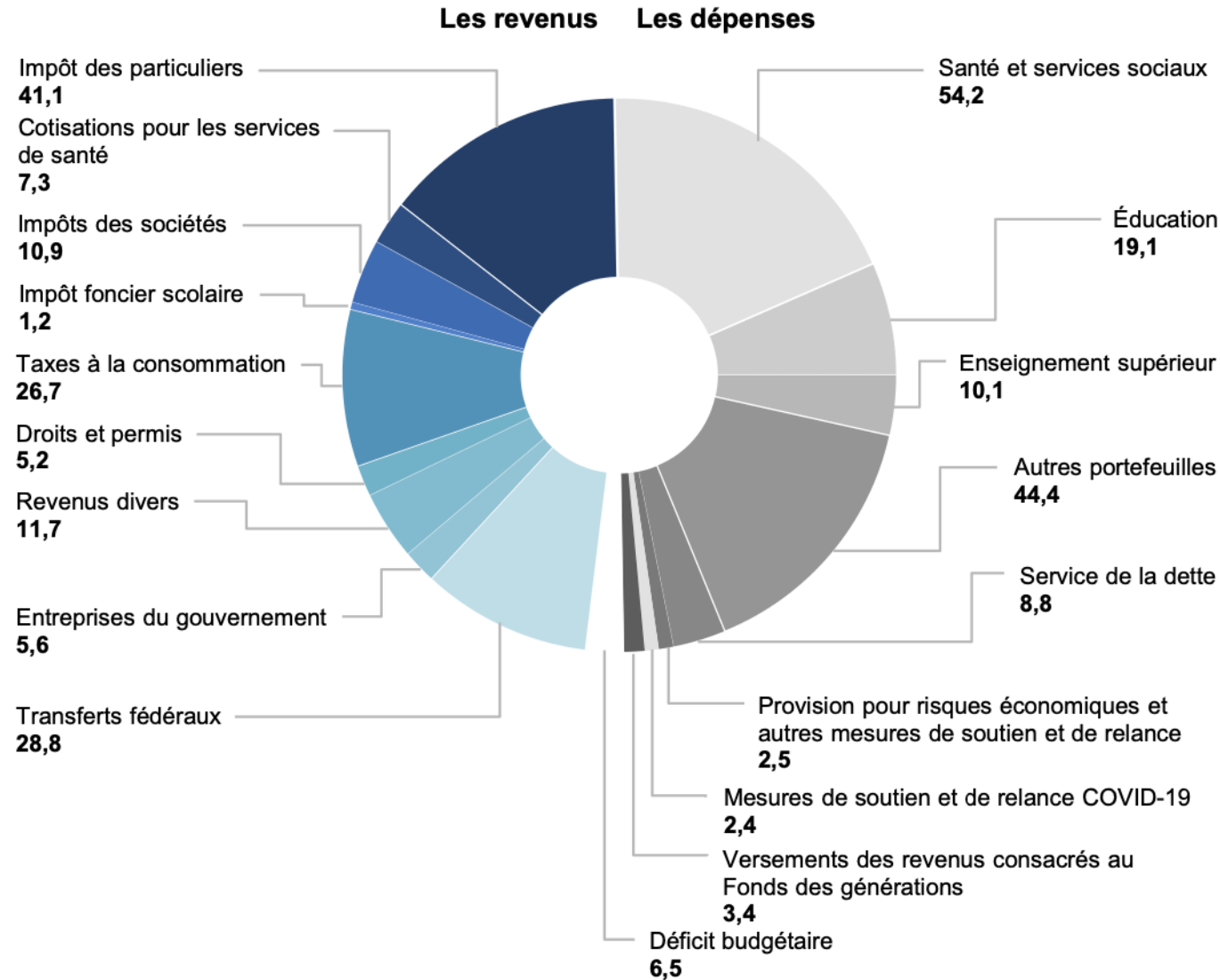
1^e Santé et Services sociaux: 54,2 milliards de dollars;

2^e Éducation: 19,1 milliards de dollars;

3^e Enseignement supérieur: 10,1 milliards de dollars.

- Les revenus financent également le service de la dette c'est-à-dire la somme des intérêts à payer sur la dette du gouvernement.
- En 2022-2023, le service de la dette totalise 8,8 milliards de dollars.

Budget 2022-2023 – Année financière 2022-2023 (en milliards de dollars)



Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les portefeuilles ministériels au Québec

Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement met sur pied des programmes (par exemple, le PSOC) qui sont administrés directement par des entités gouvernementales (par exemple, le MSSS)

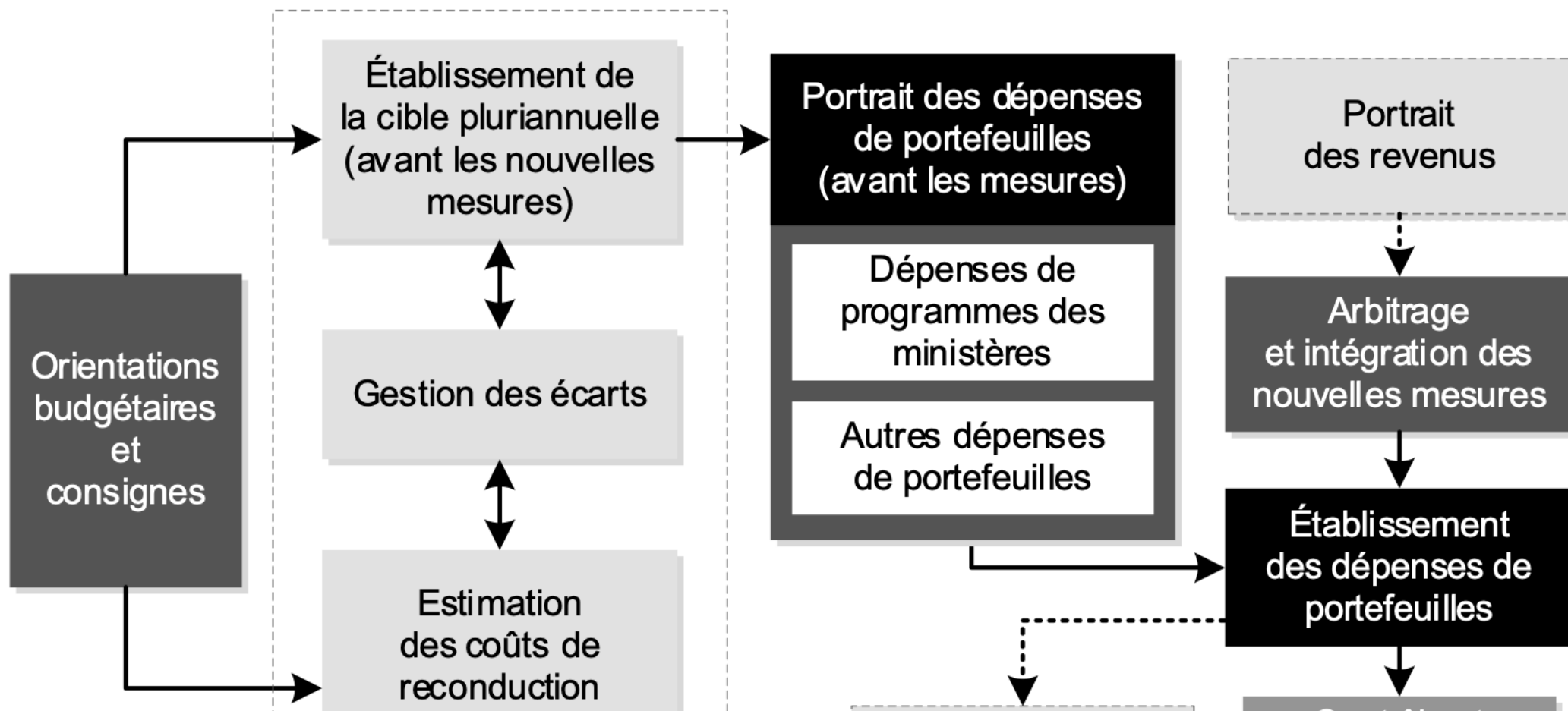
- Affaires municipales et Habitation;
- Agriculture, Pêcheries et Alimentation;
- Assemblée nationale;
- Conseil du trésor et Administration gouvernementale;
- Conseil exécutif;
- Culture et Communications;
- Cybersécurité et Numérique;
- Économie et Innovation;
- Éducation;
- Énergie et Ressources naturelles;
- Enseignement supérieur;
- Environnement et Lutte contre les changements climatiques;
- Famille;
- Finances;
- Forêts, Faune et Parcs;
- Immigration, Francisation et Intégration;
- Justice;
- Personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- Relations internationales et Francophonie;
- Santé et Services sociaux;
- Sécurité publique;
- Tourisme;
- Transports;
- Travail, Emploi et Solidarité sociale.

Dépenses de portefeuilles – Budget 2022-2023

(en millions de dollars)

	2022-2023
Santé et Services sociaux	54 247
Éducation	19 060
Enseignement supérieur	10 069
Autres dépenses de portefeuilles	44 413
Sous-total	127 789
Mesures de soutien et de relance COVID-19	2 355
TOTAL	130 144

Processus d'établissement des dépenses de portefeuilles



La transmission des orientations budgétaires et des consignes

- Au début du processus, le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du trésor transmettent aux ministères différentes informations essentielles pour l'établissement de leurs prévisions budgétaires.

Les informations transmises sont en lien direct avec les orientations du gouvernement en matière de politiques publiques.

Les enveloppes budgétaires ou *les politiques publiques*

- Une fois que le Secrétariat du Conseil du trésor a complété l'exercice de révision des coûts de reconduction des programmes gouvernementaux, les enveloppes budgétaires sont transmises aux ministères.
- Le budget de dépenses préparé par le Secrétariat du Conseil du trésor présente l'enveloppe budgétaire détaillée dont dispose chacun des ministères pour l'exercice financier visé par le budget.
- Les dépenses sont regroupées **par programmes** pour chacun des portefeuilles.

Dépenses par programme budgétaire

TABLEAU 2

Dépenses par programme budgétaire et autres dépenses¹
(en millions de dollars)

Programme	2020-2021 ²	2021-2022	2022-2023 ^P	Variation annuelle moyenne ³ (%)
DÉPENSES PAR PROGRAMME BUDGÉTAIRE⁴				
1 - Fonctions de coordination⁵	3 638	4 424	214	-75,7
2 - Services dispensés à la population				
Établissements de santé et de services sociaux	30 847	34 054	31 105	0,4
Organismes communautaires et autres organismes	898	914	912	0,8
Activités connexes	3 625	3 636	4 689	13,7
Service de la dette ⁶	1 768	1 829	2 032	7,2
Sous-total	37 138	40 433	38 738	2,1
3 - Office des personnes handicapées du Québec	13	13	20	24,0
4 - Régie de l'assurance maladie du Québec	10 643	10 881	11 192	2,5
5 - Condition des aînés	26	31	48	35,9
Sous-total - Dépenses par programme budgétaire	51 458	55 782	50 212	-1,2
AUTRES DÉPENSES				
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	24	72	147	147,5
Fonds de soutien aux proches aidants	18	52	-	-100,0
Régie de l'assurance maladie du Québec ⁷	1 555	1 997	1 944	11,8
Coût des médicaments et des services pharmaceutiques assumé par les personnes assurées par le régime public d'assurance médicaments (franchises et coassurances)	1 006	1 058	1 102	4,7
Autres entités (nettes des éliminations des opérations entre les entités)	2 469	1 766	5 525	49,6
Ajustement aux dépenses ⁸	(1 088)	(2 290)	(1 443)	
Sous-total - Autres dépenses	3 984	2 655	7 275	35,1
TOTAL	55 442	58 437	57 487	1,8
<i>En % du PIB</i>	12,29	11,58	10,36	

Du MSSS aux CISSS...

- Le ministère (MSSS) doit transmettre les montants des enveloppes budgétaires aux instances régionales.
- Le ministère (MSSS) envoie des consignes de base pour l'exercice de répartition (par exemple: montant minimal par organisme, etc.).
- Les instances régionales doivent procéder à une répartition des montants selon les cadres définis dans les régions respectives ou selon leur analyse des besoins.
- En principe, les CISSS/CIUSSS doivent interpeller et consulter les représentants multisectoriels des organismes communautaires (TROC/ROC).

Dans le cas particulier de la Montérégie...

- Une annexe au Cadre de référence de la Montérégie désigne les montants à octroyer en fonction de la typologie des organismes.
- Le CISSS MC et la TROCM conviennent que ces balises sont désuètes puisqu'elles datent de plus de 20 ans.
- Depuis quelques années, la répartition des crédits est donc soumise à un exercice d'augmentation selon un pourcentage en fonction du financement à la mission globale de l'organisme et de la typologie de l'organisme.

Revenons à nos questions de départ: qui décide du financement à octroyé aux organismes communautaires en Montérégie?

- Est-ce le cabinet du bureau du ministre Lionel Carmant? Ou encore le cabinet du ministre Christian Dubé? Oui et non, ils doivent approuver l'enveloppe budgétaire selon les recommandations du ministère et en réponse à la consultation citoyenne.
- Est-ce le ministère? Oui et non, ils doivent proposer au ministre des Finances le montant de l'enveloppe budgétaire dédié au PSOC mais ce montant doit tenir compte des recommandations des élus.
- Est-ce le Conseil du trésor ou le ministre des finances? Ils doivent approuver les enveloppes proposées.
- Et dans le cas de nouveaux crédits, est-ce le CISSS qui décide de la répartition? Oui et non, ils doivent respecter entre autre le Cadre de référence mais aussi l'instance de représentation des organismes.
- Est-ce l'équipe PSOC du CISSS MC? Non, jamais à elle seule.



L'administration publique et les politiques publiques

- Les politiques publiques/enveloppes budgétaires des gouvernements sont en grande majorité le résultat de consultations des décideurs gouvernementaux auprès d'organisations de la société civile représentant différents groupes.
- Dépendant du gouvernement en poste, l'administration publique peut être très opaque ou très transparente.
- Plusieurs mécanismes d'influence formels et informels existent.

Mécanismes d'influence des politiques publiques

- **Les instances gouvernementales:** groupes de travail, sièges au sein d'instance gouvernementale, etc.
- **Les consultations gouvernementales:** commission parlementaires, audiences publiques, consultations réalisées par les ministères, etc.
- **Les communications et les rencontres privées:** verbalement ou par écrit, sous forme de lettres ou de rencontres privées avec des ministres, des députés ou des fonctionnaires.
- **La mobilisation populaire, les coalitions et les campagnes d'information et de sensibilisation publique:** manifestations, pétitions ou campagnes de communication par courriel, par téléphone ou par lettre de citoyens aux élus locaux.
- **Les médias traditionnels:** presse écrite, radio, télévision.
- **Le web et les médias sociaux.**

Conclusion

- Les politiques publiques résultent de moins en moins de décisions gouvernementales prises en vase clos.
- Les politiques publiques ne sont pas appliquées de façon unidirectionnelle.
- Elles sont le résultat d'une série de consultations auprès de citoyens, d'experts, de fonctionnaires et de groupes concernés.
- Les mécanismes qui aboutissent à l'adoption des enveloppes budgétaires sont assez complexes mais il est essentiel de bien comprendre ce processus afin d'influencer les décisions et les budgets qui seront adoptés.



Merci!



Bibliographie:

- http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2022-2023/documents/ProcessusBudgetaire_2223.pdf
- https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/3-Credits_depenses_portefeuilles.pdf
- https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/sante-services-sociaux/publications-adm/rapport/RA_22-614-01W_MSSS.pdf